



Date d'adhésion : juin 2011
Population : 13,94 millions

Zimbabwe



*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Des comités multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle fonctionnent aux niveaux national et de district. Ces comités multi-acteurs de sécurité alimentaire et nutritionnelle ont permis à leurs structures décentralisées au niveau de huit provinces de créer des comités de district dans 33 des 60 districts. La démarche multisectorielle à

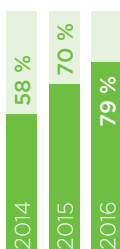
base communautaire pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle a permis la création de 118 comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les réseaux SUN ont été créés et fonctionnent bien, avec la nécessité d'accroître la participation de la communauté universitaire et de recherche et de formaliser un réseau du secteur privé.



Garantir un cadre politique et juridique cohérent

La Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, lancée en 2013, est le cadre général de la nutrition au Zimbabwe. Les efforts ont été déployés pour inciter davantage les parlementaires à faire en sorte que le gouvernement respecte ses engagements au titre de la politique en vigueur. L'Alliance de la société civile SUN au Zimbabwe (ZCSOSUNA, d'après ses sigles en anglais) concourt

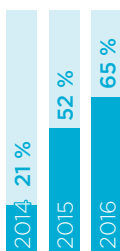
à faire en sorte que la voix des communautés locales soit prise en compte dans les engagements financiers, juridiques et politiques globaux ainsi que dans l'établissement des programmes nationaux visant à renforcer la nutrition. Davantage de travail est nécessaire pour assurer un suivi adéquat de la mise en œuvre des politiques nationales existantes.



Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

En avril 2015, la Stratégie nationale de nutrition, qui sert de cadre commun de résultats SUN, a été lancée. Le suivi de la mise en œuvre du cadre commun de résultats est en cours au sein des comités. Un système exhaustif d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle est en cours d'élaboration pour suivre

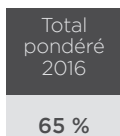
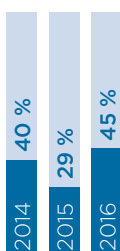
les progrès des indicateurs et la plateforme multi-acteurs planifie la réalisation d'une cartographie commune et l'établissement d'une base de données sur " qui fait quoi et où ". Les réseaux alignent généralement les mesures sur les priorités nationales énoncées dans les politiques et les stratégies.



Suivre les financements et mobiliser les ressources

La Stratégie nationale de la nutrition est chiffrée et fait l'estimation des ressources financières nécessaires pour aborder les six domaines thématiques clés au cours de la période 2014 - 2018. La cartographie des dépenses courantes nécessite encore une analyse approfondie pour définir les interventions spécifiques et contribuant à la nutrition qui débouchent sur des

domaines de résultats clés et à des engagements nationaux en matière de nutrition. Il est nécessaire de renforcer la mobilisation des ressources du gouvernement et des partenaires au développement afin de combler les déficits de financement dans le secteur de la nutrition.



PRIORITÉS 2016 - 17

- Encourager l'engagement de haut niveau, notamment des ambassadeurs de la nutrition et des parlementaires, pour le plaidoyer législatif, l'allocation budgétaire pour la nutrition et la sensibilisation du public.
- Élaborer des dossiers nationaux de rentabilité de l'investissement dans la nutrition, appuyés par des données probantes, pour promouvoir le plaidoyer pour la nutrition au moyen d'initiatives telles que le Coût de la faim.
- Renforcer les compétences des membres de la plateforme multi-acteurs, notamment des comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle et des réseaux SUN.
- Soutenir le renforcement des capacités des réseaux individuels, notamment des réseaux de donateurs, des alliances de la société civile, du secteur privé et des Nations Unies.